

Je parlais à mon bon ami Sid Parker au souper . . .

Des voix: Règlement!

M. Deans: Je sais que je ne devrais pas mentionner son nom, mais j'ai oublié le nom de sa circonscription.

M. Nowlan: Et vous prétendez que c'est un bon ami?

M. Deans: Il ne peut s'empêcher, dit-il, de se demander quand nous nous attaquerons aux problèmes fondamentaux de l'économie canadienne et de la population du Canada. Si le gouvernement nous présente un projet de loi de ce genre qui, en circonstances normales, plus favorables, serait considéré comme une action conjoncturelle, alors que l'économie a désespérément besoin d'un coup de fouet, c'est qu'il y a un problème majeur. Je m'étonne qu'on nous demande de faire ce que nous faisons ici ce soir.

J'ai étudié les statistiques et je suis sûr que vous, monsieur l'Orateur, les avez examinées au nom de vos électeurs et que vous les avez trouvées inquiétantes. Et les nouveaux cheveux gris que vous arborez me font comprendre qu'elles vous tracassent énormément. Je sais qu'en lisant ce bill vous n'avez pas manqué de voir les conséquences de certaines mesures qui y sont proposées.

Le bill est conçu pour rendre les choses encore plus difficiles. Si le gouvernement avait cherché le moyen d'affaiblir l'économie du pays, il n'aurait rien trouvé de mieux. Si le gouvernement avait bien compris les problèmes qui assaillent le pays en ce moment, les difficultés dont souffrent les familles moyennes, celles qui vivent en Colombie-Britannique et n'ont pas les moyens de s'acheter une maison, sur la côte est où l'on ne trouve pas d'emploi, dans le Canada central, en Ontario, au Québec où toute l'industrie est menacée ou dans le mid-ouest, ou enfin en Alberta ou en Saskatchewan qui sont touchées par les politiques fiscales du gouvernement à l'égard de leurs ressources naturelles, le gouvernement donc saurait que, dans toutes les régions du pays, les gens aux prises avec des problèmes aussi évidents se demandent pour quelle raison on augmente la taxe sur le gaz naturel.

Pourquoi le faire à ce moment-ci alors que, à tort ou à raison, on demande aux gens de se convertir au système métrique et je ne veux pas discuter du bien-fondé de cette orientation. Mais ce faisant, le gouvernement ne veut pas se rendre compte que toutes les petites entreprises doivent faire des dépenses qu'elles ne peuvent récupérer à partir des produits qu'elles offrent en vente aux consommateurs. Car les taux d'intérêt bancaires les mettent presque dans l'impossibilité de conserver des stocks.

Pourquoi le gouvernement ne pourrait-il pas éliminer la taxe sur tout le matériel nécessaire au moindre commerce pour passer des poids et mesures ordinaires au système métrique, système que le gouvernement a décidé d'implanter quel qu'en soit le prix.

Mon collègue de Kamloops-Shuswap (M. Riis) en a exposé les conséquences pour les petites entreprises. Il a demandé au gouvernement de revoir cette réduction ridicule de 50 p. 100 de leur impôt destiné à favoriser la métrisation. Il a demandé au gouvernement d'aller jusqu'au bout en supprimant complètement cette charge qu'ils n'ont pas les moyens de payer et dont ils ne sentent pas le besoin. Ils ne devraient être tenus de

Taxe d'accise

payer aucun impôt. On pourrait même ajouter qu'il incombe au gouvernement de payer une partie de la facture. Somme toute, c'est lui qui a décidé que ce changement devait avoir lieu.

Je ne voudrais pas m'éterniser trop longtemps sur une autre question qui, sans aucun doute, a occupé passablement la Chambre depuis quelques jours, soit le relèvement de la taxe sur la bière, le vin et les spiritueux. Je crois que mon collègue, le député de Kootenay-Est-Revelstoke (M. Parker) a déclaré tout à l'heure que cette taxe visait la boisson du travailleur. N'est-ce pas toujours le cas? On ne taxe jamais la boisson des riches, on taxe toujours la pinte de bière du travailleur et il en est ainsi depuis le début des temps et depuis que les taxes ont été instituées. Le gouvernement suit cette méthode servilement comme s'il ne disposait pas d'autres moyens pour supporter son fardeau fiscal qu'au cours des dernières années il a laissé s'accroître d'année en année au dépens des consommateurs, des contribuables et des familles canadiennes.

● (2020)

Le gouvernement parle de son déficit et de ses problèmes fiscaux comme si quelqu'un d'autre ou quelque autre gouvernement en était responsable. Il omet de reconnaître ce que tout le monde dans le pays sait, que nous sommes gouvernés par les libéraux depuis très longtemps, malgré le bref intermède de gouvernement conservateur qui n'a pas tardé à montrer son hideuse tendance vers la droite, si bien que les libéraux doivent en assumer l'entière responsabilité.

Le gouvernement a tendance depuis quelque temps à présenter des mesures qui lui permettraient de tirer directement profit de l'inflation. Il n'est pas le seul gouvernement à indexer ses taxes et impôts pour se tailler une part de l'inflation qu'il prétend chaque jour essayer de juguler. Tout récemment, le gouvernement de l'Ontario a, lui aussi, annoncé qu'il allait suivre la tendance inflationniste dans la mesure où la fiscalité est touchée en indexant ses impôts dans certains domaines jusqu'à concurrence du taux d'inflation, de manière à pouvoir récolter les fruits de son incompétence et de sa mauvaise administration.

Quand un gouvernement fait preuve d'une insouciance aussi inouïe dans sa façon de lever des impôts et, en fait, dans sa façon de voir toute la question des dépenses gouvernementales en général, on ne peut s'empêcher de se demander si le pays s'en relèvera un jour, surtout quand on sait que les libéraux ont encore devant eux trois bonnes années et qu'ils vont continuer de toucher sur les Canadiens à bras raccourcis.

Il y a cependant une autre solution.

Une voix: Pas le NPD.

M. Deans: On pourrait faire autre chose qu'adopter ces mesures. Il existe une solution que les membres de notre parti affirment que le gouvernement pourrait employer, malgré ce que peuvent dire certains députés libéraux de l'arrière-ban qui passent leur temps à chahuter et qui prennent rarement la parole pour prononcer un discours. C'est une solution que le public canadien approuverait s'il la connaissait et s'il était vraiment au courant de la situation.